Transcription du Livestream 13.06.2025

Briefing de presse après le Conseil de gouvernement (13.06.2025

# Intervenants

* Luc Frieden, Premier ministre
* Journalistes

# Langues

* Français

# Transcription

[Luc Frieden]

Bonjour tout le monde!

Mesdames, Messieurs, je suis content de vous revoir pour ce briefing après le Conseil de gouvernement que nous avons eu ce matin.

Un Conseil de gouvernement dans lequel de nombreux sujets internationaux ont été discutés pour le calendrier des prochains jours, et évidemment aussi au sujet des quelques points nationaux.

Demain, ce sera le 14 juin, et demain nous fêtons le 40e anniversaire des accords de Schengen. Et je pense que ce n'est pas un anniversaire banal, non.

C'est à Schengen, dans notre pays, à une frontière des trois pays, où un accord a été signé, qui a eu un impact essentiel sur la construction européenne.

À l'époque, entre les pays, aujourd'hui, entre 29 pays de l'Union européenne et les alentours.

Et pour moi, Schengen et l'euro restent les deux symboles les plus tangibles de l'Union européenne, qui concernent tout le monde.

Schengen, c'est une notion, une référence pour la libre circulation des personnes, des entreprises, du capital.

On a le fait qu'on ne doit plus s'arrêter à une frontière, mais on peut poursuivre sa route.

C'est bien pour aller en vacances, c'est bien pour aller visiter des amis, c'est bien pour aller faire des études à l'étranger.

Et tout cela n'est pas "normal", c'était une décision politique à laquelle on doit constamment travailler.

Pour moi, Schengen... Bon, pendant de longues années, j'étais responsable de Schengen en tant que ministre de la Justice, et on voit que cela peut aussi réunir les gens.

Je me rappelle, en 2007, quand j'étais à la frontière entre l'Autriche, la Hongrie et la Slovaquie, quand les gens qui y ont habité nous ont embrassés, et nous étions plusieurs ministres de la région pour accueillir donc aussi ces pays-là dans l'espace Schengen.

Schengen veut dire liberté, mais aussi sécurité.

C'est aussi très important qu'on voie toujours les deux éléments de la coopération et de des forces de police au-delà des frontières, parce que vous savez que la criminalité ne s'arrête pas à la frontière.

Et le Gouvernement luxembourgeois ne va pas seulement demain, avec les festivités, mais aussi dans les semaines et dans les mois à venir, le Gouvernement va toujours s'engager pour Schengen, pour le marché intérieur, avec toutes ces dimensions qui doivent pouvoir fonctionner.

Et si parfois il y a des problèmes dans un pays, et si on introduit de nouveau des frontières...

Bon, on peut le comprendre, mais cela doit toujours être temporaire et lié à une situation spécifique.

Pour cette raison, nous pensons que le Gouvernement luxembourgeois va pouvoir, à moyen et à long terme, faire en sorte que Schengen soit considéré comme un acquis, et que ce sera respecté.

Et je suis convaincu qu'avec nos voisins, où il y a actuellement quelques contrôles de frontières, je suis convaincu que nos excellents contacts permettront de trouver des accords bilatéraux pour faciliter la vie aux frontières.

Les frontaliers sont les bienvenus chez nous.

Nous avons besoin d'eux; ils ont besoin de notre espace économique pour travailler.

Et nous sommes confiants qu'avec nos voisins, nous pourrons maintenir l'acquis Schengen.

Un rendez-vous important, c'est un deuxième sujet que nous avons discuté ce matin:

C'est la conférence qui aura lieu la semaine prochaine à New York sur la transposition de la solution des deux États.

C'est le nom de la conférence.

Nous avons été invités à cette conférence par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et en raison de l'importance que le Gouvernement luxembourgeois attache à la solution des deux États, j'irai sur place avec le ministre des Affaires étrangères pour participer à cette conférence.

Le Luxembourg veut une solution à deux États, parce que le Luxembourg est un ami d'Israël et le Luxembourg comprend les soucis des Palestiniens.

Et nous pensons que ce serait important d'obtenir la paix dans cette région, de garantir aussi la sécurité d'Israël, et de donner au peuple palestinien un pays où il peut se développer en paix et en liberté.

Et parce que nous sommes attachés à une solution à deux États, le ministre Bettel et moi-même, nous nous rendrons à New York.

Nous savons que cela ne suffit pas de déclarer quelque chose, il faut voir les discussions globales qui vont se dérouler à New York la semaine prochaine.

Et ce sera à la lumière des conclusions de ces entretiens, qui se dérouleront à New York, que le Conseil de gouvernement a demandé ce matin, au ministre des Affaires étrangères et à moi-même, de faire une évaluation avant de prendre une décision politique à New York.

Une décision pour nous apporter deux États, pour que les deux États puissent vivre ou exister l'un à côté de l'autre, en paix et en liberté.

Nous tenons compte de ce qui a été discuté à la Chambre cette semaine.

C'était un débat utile, et la Chambre a dit aussi, par le passé, qu'il faut chercher un moment opportun pour la reconnaissance de la Palestine.

Et c'est la semaine prochaine que nous allons voir, le ministre des Affaires étrangères et moi-même, en concertation avec nos collègues, si le moment opportun est venu ou non.

Dans ce contexte, je voudrais dire, – et il est libéré de la conférence, mais il va sans doute quand même avoir un impact sur les discussions de la semaine prochaine – que tous les partis de la région seront appelés à contribuer à la compréhension et à la paix entre les deux pays, et que les événements qui se sont déroulés ce matin exigent que tous les côtés – je parle dans ce cas-ci de l'Iran et d'Israël – qu'ils respectent le droit international, qu'on vise une désescalation, sinon on risque de voir toute une région se retrouver en flammes.

Et cela aurait évidemment aussi des répercussions sur le reste du monde.

Et pour cette raison, il est important que le pays discute, et l'Union européenne va aussi apporter sa contribution pour que nous puissions, dans la discussion autour de la solution à deux États, et aussi dans l'estimation du danger qui part depuis l'Iran, pour nous permettre d'avoir une attitude commune.

Le président du Conseil européen va aussi participer à la conférence de New York.

Un 3ème sujet dont nous avons discuté ce matin, en préparation d'un autre sujet important, rendez-vous important de ce mois: le sommet de l'OTAN à La Haye le 25 juin.

Donc vous voyez que ce sont des semaines très chargées qui nous attendent.

La conférence de New York, ensuite la conférence de l'OTAN…

Bon, nous avons délibéré sur les questions actuelles et nous sommes venus à la conclusion que si les autres 31 États membres de l'OTAN peuvent se mettre d'accord sur un certain pourcentage pour les dépenses militaires, à ce moment-là, le Luxembourg, comme membre solidaire de l'OTAN, et qui veut aussi assurer sa sécurité, dont la sécurité dépend de l'OTAN et dont la défense est tributaire de la force des autres armées autour de nous…

Bon, nous sommes un pays parmi beaucoup d'autres et nous sommes d'avis que nous devrons nous rallier à ce compromis qui va en découler.

Nous sommes d'avis que cette augmentation, qui est actuellement en discussion, est très élevée.

C'est un énorme défi non seulement pour le Luxembourg mais aussi pour d'autres pays en Europe.

Vous savez qu'on parle d'un chiffre de 3 %, 3,5 %, 5 % pour les dépenses de la défense.

Ce sont des efforts énormes qu'on devra faire, mais ce sera dans le consensus avec les voisins et les autres membres que nous allons agir.

Le ministre des Affaires étrangères, la ministre de la Défense, et moi-même, nous participerons tous les trois à ce sommet à la Haye pour nous rallier aux décisions de nos partenaires.

Il est important aussi pour nous que si ce pourcentage augmente, nous devons nous assurer que ce ne sera pas tout de suite, mais avec certains délais.

Et nous allons aussi essayer d'obtenir un grand retour en ce qui concerne les dépenses que nous devrons faire dans les années à venir, pour l'économie luxembourgeoise et pour le système économique luxembourgeois.

C'est un travail que de nombreux ministères vont faire au cours des prochains mois, pour pouvoir, d'une manière intelligente, en concertation avec nos voisins, réaliser des dépenses.

Maintenant, pour ce qui est des aspects internationaux, je voudrais aussi vous informer qu'avant l'été, je vais faire une visite à Berlin auprès du nouveau chancelier fédéral Friedrich Merz, qui m'a invité pour des entretiens politiques à Berlin.

Et ce sera dans les semaines à venir, après ces trois sommets. Et c'est important, avec nos trois voisins, que nous ayons une coordination très étroite.

L'Allemagne est le plus grand pays de l'Union européenne.

C'est notre voisin, c'est la plus grande économie en Europe.

L'économie luxembourgeoise dépend fortement de l'économie allemande, et dès lors, c'est bon de pouvoir mener ces discussions au niveau le plus élevé, dans une coordination étroite avec le nouveau chancelier fédéral.

Je me réjouis pour cette visite.

Dans la procédure législative nationale, nous avons approuvé plusieurs textes ce matin, dont je voudrais en ressortir deux:

D'un côté, nous avons décidé, pour les bandes électriques que les gens peuvent installer chez eux, que ce système sera prolongé.

Un système qui viendra à échéance. Nous voulons le prolonger et l'améliorer.

Et nous l'améliorons de deux manières:

D'un côté, en accordant un montant plus élevé pour les bornes qui respectent les nouvelles technologies, qui sont efficaces, mais qui permettent aussi un système de gestion intelligente pour la distribution de l'énergie.

Et nous ne le faisons pas seulement pour les personnes privées, mais aussi pour les copropriétés où ce sera possible, pour que les copropriétés puissent installer des nouveaux systèmes.

Donc, nous voulons poursuivre cela: légèrement augmenter les montants pour tenir compte des nouvelles technologies.

Et d'un autre côté, nous voulons aussi faciliter les procédures pour les demandes.

Les formulaires seront simplifiés; les demandes pourront être faites de manière électronique; et nous permettons aux copropriétés, au syndic, de gérer tout cela.

Donc, c'est un défi pour la simplification, pour les énergies renouvelables pour avoir donc plus de bornes électriques dans les résidences et dans les domiciles privés.

Un deuxième projet que nous avons approuvé ce matin sur le plan luxembourgeois, c'est une transposition, toujours dans l'esprit de la modernisation et de la simplification de nos procédures.

C'est une mesure du paquet du logement que j'avais annoncée l'année passée.

Il s'agit de la création d'une nouvelle zone que nous appelons zone verte bis.

Cela concerne une série de bâtiments, de logements, qui figurent dans une zone qui actuellement n'a pas été correctement décrite.

Et pour des maisons existantes, c'était difficile de procéder à des modifications ou non.

Ici, nous voulons une politique écologique pragmatique.

Nous voulons le faire avec les communes, et nous donnons aux communes la possibilité de procéder à des changements du PAG, et à des adaptations pour ces maisons, pour les îlots déconnectés à côté d'un logement ou d'une ferme, qui se trouvent quelque part dans la zone verte où rien n'était possible jusqu'ici, pour que cela soit possible dorénavant, d'une manière écologique.

Il s'agit là d'une transposition positive de notre politique du logement, ensemble avec une politique de l'environnement raisonnable.

Ensuite, le ministre de l'Économie et le Service de connectivité de l'État, nous les avons autorisés, quand il s'agit [d'"IA Giga Factories", à participer à des consortiums internationaux.]

Nous souhaitons que le Luxembourg joue un rôle important au niveau de l'intelligence artificielle.

Nous avons une stratégie des données, une stratégie de l'IA nous avons une stratégie des quantums, et nous pensons qu'il est important que, dans le domaine des Giga Factories, qui sont très importants, le Luxembourg ne peut pas s'en charger tout seul. C'est trop grand, trop cher.

On souhaite que le Luxembourg puisse y participer, et c'est la raison pour laquelle nous avons autorisé les ministères compétents à débuter ce projet.

Voilà un tour d'horizon des débats que nous avons menés ce matin, et je suis prêt à répondre à vos questions; si vous deviez avoir des questions à ces sujets ou relatifs à d'autres points de l'actualité, si vous en avez.

[Journaliste]

J'ai une question par rapport au travail dominical.

Je souhaite demander s'il y a déjà des adaptations qui ont été mises en place?

[Luc Frieden]

Le Conseil de gouvernement a, comme vous l'avez vu, donné un avis sur le travail dominical.

Il n'a pas fait d'observation légale.

Donc il y a un certain nombre de questions qui se sont posées, et nous avions déjà posé ces questions en amont.

Et là, il va être le rôle de la Chambre de prendre des décisions.

Le Gouvernement n'en a pas vraiment discuté.

C'est maintenant un travail au niveau de la Chambre, qui se travaille par la voie légale.

Je souhaite encore insister sur un fait, sur quelque chose que j'ai lue dans le dépliant donné par les syndicats:

C'était marqué que le Gouvernement envisagerait une généralisation du trava il dominical.

J'insiste pour dire que ce n'est pas le cas dans ce pays.

Ce n'est pas une généralisation du travail du dimanche, ce qui voudrait dire que tout le monde devrait aller travailler le dimanche.

Non! C'est juste une prolongation du travail dominical dans le commerce de détail, pour que là, les gens puissent travailler plus de quatre heures, ce qui est le cas pour maintenant.

Donc, il n'y a pas une prolongation du travail dominical qui est prévue.

Donc c'est le travail de de la Chambre maintenant de poursuivre le travail législatif.

[Journaliste]

Je veux encore insister par rapport à la problématique.

Il s'agit également du rôle des syndicats.

Jusqu'à présent c'était possible de travailler le dimanche, mais toujours moyennant accord entre le patron et les syndicats.

Maintenant, ce n'est plus le cas avec cette loi qui a été déposée.

Et c'est là où il y a des critiques importantes qu'on affaiblirait le dialogue social.

[Luc Frieden]

Aujourd'hui aussi, il est possible, sans contrat collectif, d'avoir les magasins ouverts pendant 4 heures.

Il y a beaucoup de magasins qui n'ont pas de contrat collectif.

Le Gouvernement est pour le dialogue social, et tel que cela a toujours été le cas dans l'histoire de notre pays, on est prêt à discuter des sujets.

Et il est sûr qu'il y a un certain nombre de sociétés qui n'ont pas de convention collective, et je ne peux pas m'imaginer que ce soit le cas un jour.

Le Gouvernement est pour le dialogue social.

Et les différents ministres et les syndicats, on les a invités.

On déplore que les syndicats n’aient pas réalisé ces discussions avec les différents ministères,

et le Gouvernement a prévu une réunion avec les partenaires sociaux pour le mois de juin, pour voir comment ce dialogue social peut être continué pendant les mois à venir.

Donc nous tendons la main vers le dialogue.

C'était toujours le cas, et ça va l'être à l'avenir.

[Journaliste]

Une question dans le contexte de la défense.

Dans l'État de la nation, vous aviez parlé de la réflexion sur la résilience de la société, que tout le monde devrait réfléchir en paix quelle serait sa contribution à une société résiliente, que vous êtes optimiste que notre société ait suffisamment de cohésion pour y arriver.

Quand est-ce que ça deviendra un peu plus clair, ce que vous voulez dire par là?

Quelle sera la forme de la contribution et sous quelle forme ça se réalisera?

[Luc Frieden]

Je l'ai dit sur base de mon voyage en Finlande, où j'ai pu constater qu'une approche importante commune pour la société du pays,

Donc elle existe déjà en grande partie, dans ce pays. Beaucoup de personnes, surtout des sociétés, ont déjà pris des mesures, par exemple, en cas de cyberattaques.

Et l'idée, dans le cadre de la stratégie de résilience nationale...

Donc j'ai chargé le Haut-Commissariat à la protection nationale de cette stratégie, pour qu'on mette ensemble tous ces plans, pour que les gens ne puissent pas dire: c'est juste le devoir de l'armée ou le devoir du CG10,

Non, qu'on regarde, qu'on aborde ce problème de manière cohérente.

Et je suis confiant que, dans les mois à venir, nous pourrons faire une politique cohérente.

Ce n'est pas une politique qui demande quelque chose à chaque personne en particulier, mais que chacun sache quel sera son rôle dans cette stratégie.

On l'avait déjà auparavant: on avait des plans déjà que, par exemple, les personnes qui vivent dans un pays où il y a des risques d'inondation, qu'ils sachent [...], s'il y a des dangers, que les personnes sachent comment protéger leur maison ou les personnes qui y habitent.

Et c'est un peu ça que j'ai voulu dire; que les différentes politiques ne soient pas une à côté de l'autre, mais qu'on les regarde dans leur globalité.

C'est pour ça que je suis content que les différents ministères travaillent ensemble.

Mais le secteur privé doit être une composante de cette approche, et de cette manière-là on peut se préparer à des attaques de différentes natures.

Et ça, c'est bien le plan. C'est la résistance de la démocratie.

La Chambre est en train de voir comment faire en sorte que notre démocratie fonctionne bien.

C'est le côté institutionnel, c'est le côté système de santé, comment faire pour l'assurer s'il devait y avoir une crise qui ferait en sorte que ça s'effondre…

Donc c'est vraiment une sécurité contre les crises; c'est ça que je voulais dire en me prononçant ainsi.

[Journaliste]

Monsieur Frieden, comment vous qualifieriez vos relations actuelles avec les syndicats?

2ème question: le 28 juin, quels sont vos projets de faire à ce moment-là?

[Luc Frieden]

Le Gouvernement est pour le dialogue social.

Je suis toujours disponible, comme mes collègues du Gouvernement, pour mener tout genre de débat, parce que je trouve que dans une démocratie – et c'est la raison pour laquelle j'aime faire de la politique – le but d'une démocratie, c'est qu'avec différentes idées, on développe une majorité pour montrer le pays face à d'autres pays.

Parce que si on ne fait rien ensemble, alors tout peut s'effondrer.

De mon côté, j'ai toujours discuté avec tous les syndicats, tous les présidents des syndicats, de manière aimable.

J'ai eu cinq réunions ces dernières semaines, ensemble avec le ministre de l'Économie Delles et le ministre du Travail Mischo, avec les syndicats.

Qu'on ait des vues différentes dans une démocratie, c'est normal, et tout le monde doit ainsi participer au dialogue, et en faisant ce dialogue, il faut faire en sorte d'avancer.

Donc le gouvernement est toujours prêt à avoir ce dialogue avec tous les partenaires sociaux, et en même temps de faire en sorte que le programme de coalition soit mis en place.

Le Gouvernement a été élu, donc les partis ont été élus, de sorte que les objectifs qui étaient dans le programme des élections, il faut faire en sorte que ce programme soit mis en place.

Et pour y arriver, il faut avoir des discussions avec les partenaires sociaux, avoir la société civile également, afin d'arriver à une conclusion.

Et là ce sera le travail du Gouvernement et du Parlement.

Et pour le 28 juin, je ne sais pas encore ce que je vais faire tout à l'heure.

J'ai encore beaucoup de semaines très chargées à la maison, et au niveau national et à l'étranger.

Je pense que le 28 juin, c'est un weekend.

Donc c'est un samedi, donc je vais certes… il se peut que j'aille me promener.

J'aime aller me promener dans la nature.

[Journaliste]

Par rapport à la réforme des pensions: Est-ce que vous pensez toujours que les premières propositions vont pouvoir être dévoilées avant les vacances d'été?

[Luc Frieden]

Le gouvernement a dit que la ministre de la Sécurité sociale, qui est en train de terminer le processus…

Et début juillet, Madame Deprez va présenter les conclusions de la consultation.

Et pour le 9 juillet, je l'ai déjà dit, le gouvernement a invité tous les partenaires sociaux à mener une discussion.

Parce que là, premier point, on souhaitait discuter des différentes pistes qui sont mises sur la table.

On voulait avoir la discussion avec les partenaires sociaux.

Ce sont les pistes qui proviennent de ces partenaires; également les pistes qui proviennent, qui résultent de la discussion entre partenariats, également.

Les mesures qui ont été discutées afin de voir comment faire, comment mettre en en sécurité le système de pension à long terme.

Pourquoi faisons-nous cette réforme?

Pas parce qu'on veut aller chercher un dossier difficile, non pas non plus pour rendre les gens tristes ou pour faire en sorte qu'ils soient mécontents, non!

C'est pour qu'à l'avenir, on souhaite que ce système de pension luxembourgeois soit encore disponible, et que les gens qui travaillent aujourd'hui, qui commencent à travailler, que, à long terme, ils aient également une pension.

C'est ça la finalité de la discussion.

Il faut voir que font nos voisins, et on a pu constater que la croissance économique a été inférieure ces trois dernières années, à ce que l'on a connu dans le passé; ce qui était le modèle de notre sécurité sociale, et tous ces facteurs, j'espère que vous allez en tenir compte également, ainsi que dans vos commentaires.

Auparavant, on avait une croissance économique de plus ou moins 3 %.

Maintenant, elle est de 2 % de moins.

Et on constate qu'au Luxembourg, les gens, à 60 ans, en général, prennent leur pension.

C'est l'âge le plus bas possible de tous les pays de l'Union européenne, même de l'OCDE.

C'est un point sur lequel il faut réfléchir.

C'est ce que le gouvernement a fait, et c'est pour ça qu'on souhaite parler avec le pays.

[Journaliste]

Je reviens au sujet des bornes électriques pour voitures. Est-ce que vous avez déjà davantage de détails? Il y a beaucoup de dossiers qui ne sont pas conclus. Il y a aussi un bouchon au niveau des remboursements, avec les délais qui existent. Qu'en sera-t-il des délais après la réforme programmée?

Et les dossiers qui n'ont pas encore introduit, mais là où les bornes existent déjà, est-ce que ces projets sont déjà compris ou pas?

[Luc Frieden]

Là, je dois vous référer au ministère de l'Environnement, parce que je n'ai pas les détails.

Il est sûr que ce qui correspond aux critères doit être remboursé.

Donc le but de ce qui a été décidé aujourd'hui, c'est que les nouvelles sortes de bornes qui correspondent aux technologies modernes, qu'on les subventionnera même plus, surtout pour la gestion intelligente de l'utilisation de l'énergie.

Et ceci, c'est dans l'intérêt général, et dans l'intérêt des personnes.

Et deuxième chose: la simplification des procédures.

Pour plus de détails, je vous demande de vous référer au ministre de l'Environnement.

Voilà. Je vous remercie de votre présence cet après-midi, et je vous souhaite un bon weekend et une belle journée de fête.